

Vendredi 29 Mars 1872
PRIX DU NUMÉRO : — Départements : 15 CENTIMES.
Les Manuscrits ne seront pas rendus
RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123
Directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROYAT

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Bordeaux, 27 mars, soir.

Aujourd'hui ont eu lieu les élections pour la présidence du tribunal de commerce. Sur 1,000 électeurs, 732 ont pris part au vote.
M. Brunet a été élu président par 471 voix; M. Dubreuilh a obtenu 264 voix.
Sept voix ont été perdues.

Angleterre

Londres, 28 mars.

Hier, à eu lieu, sous la présidence de M. O'Gher, un meeting des délégués des sociétés formées contre le bill sur les taxes royales. Il y a eu lecture de M. Gladstone, dans laquelle le premier ministre réitérait le refus de recevoir aucune députation avant que le bill ait été discuté par le comité de la Chambre.

Le meeting a décidé d'adresser à M. Gladstone une lettre portant que l'on réclame de faire valoir les vues de la masse du peuple par d'autres moyens que par une députation.
Une résolution a été adoptée en faveur de l'organisation de meetings dans toutes les villes.

Espagne

Madrid, 27 mars, soir.

On assure que les membres de l'Internationale ne prendront pas part aux élections.
M. Martos a été proclamé candidat de l'opposition dans la circonscription du Congrès.

On signale, de plusieurs côtés, une tendance de la coalition à faire de l'agitation et à provoquer des troubles pendant la période électorale.
A la séance du comité de coalition, qui a eu lieu hier soir, une querelle très vive a éclaté entre MM. Nocedal et Ruiz Zorrilla.

Grenade, 26 mars.

L'Ayuntamiento, presque entièrement composé de fédéralistes, avait éliminé tous ses adversaires, dans la conférence des listes électorales. Le tribunal de Grenade, saisi de ce fait, a ordonné la suspension de l'Ayuntamiento, et a ordonné cette décision qui a amené des troubles. Ils ont été réprimés facilement et le gouverneur civil a rétabli l'ancien Ayuntamiento qui a été installé aujourd'hui à la place de celui qui disparaît.

(Agence Havas.)

PARIS, JEUDI 28 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Nos lecteurs trouveront plus loin le compte rendu du grave procès, qui s'installe depuis deux jours devant la cour d'assises de la Seine : nous voulons parler de la plainte intentée par le général Trochu contre MM. Viti et de Villenest, rédacteur et directeur du journal le Figaro. L'importance des événements sur lesquels l'interrogatoire et les débats jetteront une vive lumière, la notoriété des témoins appelés à déposer font de cette affaire un des chapitres les plus émouvants de la grande enquête ouverte dans l'Assemblée et dans le pays sur la cause de nos malheurs publics. C'est la préface naturelle des documents réunis sur le 18 mars par la commission législative et publiés par les soins de l'honorable M. Mariel Delpit.

A ce titre, nous croyons devoir publier in extenso les dépositions faites dans l'interrogatoire d'hier. Il importe que le procès juridique s'efface et disparaisse pour l'opinion, ne soit privé d'aucun des éléments d'appréciation qui pourront lui servir à former son jugement en même temps que le jury prononcera son verdict. L'un et l'autre pourront se contredire : cela est même fort probable; mais dans de semblables circonstances, le juge supérieur, le seul dont on doive craindre ou espérer les décisions : c'est l'opinion.

La séance de l'Assemblée nationale a été marquée hier par deux incidents principaux. Le premier est la demande d'interpellation, déposée par l'honorable M. Naquet, sur la suspension des cours et exa-

mens de la Faculté de médecine de Paris. La majorité s'est montrée fort divisée lorsqu'il s'est agi de fixer l'époque où pourrait venir une telle discussion. La droite criait : « A six mois ! » et les observations du président se perdaient dans le tumulte.

L'honorable M. Grévy s'est contenté cependant de présenter une interpellation juste et modérée du règlement. Assurément l'Assemblée est maîtresse de choisir le jour que bon lui semble pour discuter les interpellations déposées par ses membres; mais le renvoi à six mois était ici une fin de non-recevoir déguisée. Le président de l'Assemblée l'a fait sentir avec une énergie qui ne lui est point ordinaire en proposant de placer le débat après la clôture de la discussion du budget, qui est pour le moment la grande préoccupation.

Le ministre de l'instruction publique, dont l'intervention aurait pu être plus prompte et plus heureuse, a enfin trouvé un terme moyen qui a rallié la presque unanimité; et au milieu des protestations de l'extrême droite, l'Assemblée a fixé l'interpellation au 1^{er} mai.

Le second incident, beaucoup moins tumultueux, mais plus significatif, est le dépôt du rapport fait par l'honorable M. Waddington, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition qui proposait l'ouverture des conseils généraux. Dans une séance tenue hier par la commission, M. Thiers s'était rendu aux raisons de droit et de fait que nous avons exposées ici même.

Les conclusions du rapport, qui seront discutées et votées aujourd'hui, ont donc été formulées d'accord avec le Gouvernement. Elles accordent quinze jours de vacances à l'Assemblée, du 1^{er} au 15 avril. La discussion des nouveaux impôts est renvoyée à la reprise des travaux, et s'il eût été possible d'épuiser cette grave question en cours, comme on voulait d'abord le faire, il ne faut pas oublier que notre crédit extérieur et notre vie commerciale sont intéressés à avoir devant eux le présent, nous l'avons aussi par un système définitif d'impôts.

Les élections se continuent en Espagne au milieu des agitations suscitées par les menées de l'Internationale, qui s'abstient de prendre part aux votes, mais est loin de s'abstenir de semer des germes d'hostilité et de trouble dans les populations ouvrières des grandes villes.

Le comité de coalition qui a pris la direction des élections progressistes est en proie à des zizanie malheureuses. A sa dernière séance, une querelle très vive a éclaté entre MM. Nocedal et Ruiz Zorrilla.

QUESTION DU JOUR

LE BUDGET DE LA MARINE

Les ports militaires attendent avec anxiété le résultat de la discussion sur le budget de la marine : ils savent, depuis quelques jours, qu'une réduction de 34 millions proposée par la commission a été acceptée par l'amiral Pothuau. L'honorable collègue et ami du ministre de la marine, l'amiral La Roncière, a vivement insisté pour que la marine ne fût pas sacrifiée dans la répartition des charges générales de l'impôt.

L'opinion de l'ancien commandant en chef des marins pendant le siège de Paris avait une assez grande importance, en pareille matière, pour que la Chambre ne la prît pas en sérieuse considération; nous regrettons qu'elle ne l'ait pas comprise. Entre le ministre, consentant à des réductions im-

portantes, et l'amiral La Roncière, conseiller à la Chambre de ne pas trop se laisser aller à diminuer le budget d'un service aussi important que celui de la marine, il y avait peut-être une moyenne à trouver et à adopter. Mais les décisions des commissions de la Chambre dans cette question, comme, en général, dans toutes les questions spéciales, ne sont pas toujours suffisamment justifiées, croyons-nous, faute de temps et surtout d'expérience de la part de ceux qui les traitent.

La commission dans la voie économique qu'elle a adoptée, à l'endroit de la marine, s'est-elle bien rendu compte des difficultés matérielles que l'administration de la marine serait dans l'impossibilité de vaincre, dans un moment pressant, si elle n'était prudemment et coûteusement prévoyante? S'est-elle bien rendu compte que les millions qu'on voudrait dépenser dans un cas forcé seraient impuissants pour donner assez de matelots habitués au service des bâtiments de guerre, et surtout pour donner les cadres voulus qu'il faut avoir disponibles longtemps à l'avance?

Cette réduction du cinquième du budget de la marine va diminuer le nombre des officiers de vaisseau d'un chiffre qui ne sera pas moindre de 250. De plus, l'avancement, si pénible déjà dans cette arme, va être enrayé. Or, le ministre sait que, depuis quelques années, le nombre des candidats à l'école navale a considérablement décliné. Ne craint-il pas que les diminutions récentes ne soient une nouvelle cause de découragement pour les familles qui destinaient leurs enfants à cette difficile carrière?

La marine a rendu de grands services durant la dernière guerre, non pas sur mer par suite des difficultés presque insurmontables qu'elle a rencontrées, mais sur terre. Elle a été un modèle de discipline, d'abnégation, de courage. Et c'est au moment où la Russie relève ses arsenaux, réorganise ses flottes; c'est au moment où la Prusse se prépare à devenir une grande puissance maritime, où l'Italie construit plus que jamais des bâtiments que la France désorganiserait, sous prétexte d'économies, un corps qui lui a toujours fait honneur et qui est forcément destiné à lui rendre, dans un avenir sans doute prochain, de très grands services.

L'amiral Pothuau nous paraît avoir fait un peu trop bon marché du budget dont il doit disposer. Malgré tout notre désir de faire des économies, nous croyons que la marine, pas plus que la guerre, ne devait être entamée en ce moment. Au contraire, il y a des économies à faire, sans doute, mais elles ne nous paraissent pas devoir porter sur les chapitres menacés, nous dit-on, par le ministre de la marine.

Il valait mieux, pour le ministre, suivant notre modeste avis, résister énergiquement à la commission du budget, et la mécontenter au besoin, pour ne pas décourager des hommes qu'on risque fort de ne plus trouver, à l'heure suprême, tels qu'on pourrait les désirer.

La question mériterait un examen très approfondi, qu'a dû faire l'amiral La Roncière; et quelque confiance que nous ayons dans les hautes capacités de l'amiral Pothuau, nous ne pouvons pas, d'après ce que nous savons sur la question, nous ranger aujourd'hui de son avis. Notre opinion est, d'ailleurs, l'opinion générale qui se manifeste dans les ports de guerre.

LÉONCE DÉTROYAT.

LETTRES DE VERSAILLES

Séance du mercredi 27 mars

La menace de l'appel national a produit sur nos honorables le plus heureux effet. Au

coup de une heure, la séance s'ouvre : l'Assemblée est presque au grand complet.

On commence par voter, sans débats, le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la perception des impôts indirects et revenus publics du 1^{er} avril au 31 décembre 1872.

Puis on entame la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses du ministère de la marine et des colonies pour l'exercice 1872.

Sur l'article 1^{er} : Administration centrale (personnel) 1,054,540 francs, M. Farcy demande la parole.

L'orateur s'attaque d'abord aux « directeurs » dont il critique le nombre et le traitement exagéré; il entasse chiffres sur chiffres, comparant entre eux les divers budgets que nous avons soldés depuis 1850, pour arriver à cette conclusion que, d'année en année, les hauts fonctionnaires ont fait un peu plus de moins en moins de besogne et ont été payés de plus en plus cher.

M. Farcy s'en prend aussi au chef du matériel de l'administration centrale. Il demande la suppression de cet emploi.

Le matériel de l'administration centrale représente une valeur totale de 733,898 fr., qui coûte, bon an mal an, de 35 à 40,000 fr. d'entretien. Le chef du matériel touche, en plus de son logement, une somme de 6,000 fr. M. Farcy trouve que c'est beaucoup trop, et que rien ne serait plus facile que de réunir, sur la même tête, les fonctions de chef du matériel avec celles de chef du personnel des garçons de bureau.

M. Farcy propose sur l'éclairage, sur l'habillement des garçons de bureau, etc., des économies de 10, de 20, de 30,000 fr., que la droite accueille dédaigneusement, mais pour lesquelles la gauche montre un enthousiasme peut-être exagéré.

L'amiral Pothuau regrette que M. Farcy n'ait pas cru devoir l'avertir de critiques qu'il comptait adresser au budget du ministère de la marine. L'honorable ministre n'a pas eu en main les pièces qui lui sont nécessaires pour répondre aux chiffres de M. Farcy. Il ne peut donc, pour le moment, que relever quelques erreurs relatives aux chiffres, et dire la Chambre « de rejeter la proposition de M. Farcy... et de laisser fonctionner l'administration centrale actuelle, quitte à la simplifier encore peu à peu, sans rien brusquer et sous la responsabilité du ministre. »

L'honorable amiral a, décidément, l'oreille de la majorité, qui l'applaudit à tout prétexte et vote avec ensemble le chapitre 1^{er}.

Les chapitres suivants sont votés sans débat. On arrive au chapitre 4. « Etat-major et équipages à terre et à la mer. — Personnel navigant, 32,614, 184 fr. » Sur ce chapitre, l'amiral Jaurès, l'amiral de Montgaut et quelques-uns de leurs collègues proposent une augmentation de personnel et, par conséquent, de crédit assez considérable. Leur amendement a été renvoyé à la commission de réorganisation des armées de terre et de mer, et le chapitre 4 a été maintenu tel quel pour 1872.

A propos du chapitre 18 : « Chiourmes, 25,970 fr. », M. d'Haussonville a demandé au ministre de la marine de vouloir bien, à l'avenir, faire publier tous les ans un volume de statistique, où la situation morale et physique des détenus de la Nouvelle-Calédonie, de la Guyane et du bagne de Toulon, fût envisagée à tous les points de vue.

Le reste du budget de la marine a été voté sans incident.

Ici se place l'incident Naquet, qu'il faudrait peut-être appeler l'incident Grévy. M. Naquet dépose la demande d'interpellation suivante :

Je demande à interpellier M. le ministre de l'instruction publique relativement à la mesure de suspension générale de tous les cours et examens de la Faculté de médecine de Paris, à la suite d'un incident particulier à un seul cours.

M. Jules Simon, consulté, répond qu'une

enquête vient d'être commencée, à la demande de M. Dolbeau lui-même, sur les faits qui ont servi de prétexte à l'incident, et qu'il ne peut, avant que le résultat de cette enquête soit connu, fixer le jour de la discussion de l'interpellation.

A ce moment un membre de la droite propose l'ajournement de l'interpellation à six mois, et demande que ce délai, étant le plus éloigné, soit le premier mis aux voix.

M. le président Grévy prend la parole. Le renvoi à six mois, dans les circonstances où la demande d'interpellation se produit, en serait la confiscation déguisée.

C'est ainsi qu'on laisse périr ses droits et qu'on les sacrifie soi-même lorsqu'on les voit exercés par d'autres dans des conditions qui déplaissent. Mais il est du devoir du président de les sauvegarder et de veiller à la loyale exécution du règlement, comme il est du devoir de chacun des membres de cette Assemblée de le respecter.

La droite, à ces mots, entre dans une véritable fureur, tandis qu'à gauche éclatent des applaudissements frénétiques. Pendant vingt minutes, les orateurs se succèdent à la tribune; les interpellations les plus violentes s'échangent de banc à banc.

M. Baze intervient et achève de brouiller les cartes. M. Grévy maintient son droit absolu d'interpréter le règlement comme il l'a fait.

« Je vous ai déjà dit, s'écrie-t-il, que le président ne peut, sans manquer à son devoir, consentir à mettre aux voix une fixation qui serait l'équivalent manifeste d'une confiscation du droit d'interpellation. »

Enfin, conformément à l'avis de M. Jules Simon, demandant que l'Assemblée attende, pour prononcer en connaissance de cause, les résultats de l'enquête demandée par M. Dolbeau lui-même, l'interpellation est ajournée au 1^{er} mai.

Cette motion est adoptée à l'unanimité, moins une voix : celle de M. Dahirel.

Le comte Jaubert occupe ensuite la tribune pendant un bon quart d'heure. Il paraît — car le bruit m'empêche de rien entendre — qu'il interpelle un ministre et plusieurs de ses collègues sur le prix des passeports, pour prononcer en connaissance de cause, les résultats de l'enquête demandée par M. Dolbeau lui-même, l'interpellation est ajournée au 1^{er} mai.

Cette motion est adoptée à l'unanimité, moins une voix : celle de M. Dahirel.

On aborde la discussion du budget du ministère de l'intérieur. Sur le chapitre 1^{er}, M. Champvallier développe un amendement qui a pour but de supprimer le crédit de 30,000 francs demandé au ministère de l'intérieur pour le traitement d'un sous-secrétaire d'Etat. A cette occasion, M. de Champvallier développe cette thèse que la responsabilité ministérielle ne peut être effective, ne peut être entière, qu'à la condition que les sous-secrétaires d'Etat soient pris au sein de la représentation nationale.

La droite et les centres paraissent très favorables à M. de Champvallier. Toutefois l'amendement n'est pas adopté.

Sur le chapitre 3 : « Traitement des préfets », M. de Lorgeril développe un amendement qui tend à réduire de 120,000 fr. le crédit accordé. Le discours obtient un grand succès de fou rire; mais l'amendement est rejeté.

Au chapitre 19, M. le président interrompt la délibération du budget à l'effet de donner la parole à M. Waddington pour le dépôt de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation de la session des conseils généraux.

La commission propose de substituer au projet de loi présenté par le Gouvernement la résolution suivante :

« Les séances de l'Assemblée nationale seront suspendues à partir du samedi 30 mars au soir, jusqu'au lundi matin 15 avril. Le rapport sera à l'Officiel de demain, et on le discutera à une heure, en séance publique. »

On annonce pour demain une interpellation de M. Ordinaire sur la suppression du journal la Constitution.

M. Jules Simon, consulté, répond qu'une

M. Jules Ferry insiste pour obtenir l'insertion de sa lettre relative à la déposition de M. Ossude, dans l'enquête du 18 mars, et il insiste, en nous envoyant du papier timbré. Ce n'est pas sans réflexion que nous avons refusé cette insertion. L'intervention de M. l'huissier Vaillant ne peut changer notre résolution.

Si M. J. Ferry, ancien journaliste, veut absolument un procès, libre à lui de le faire. Nous avons confiance dans la justice. Elle dira si un journal est obligé, sous prétexte de rectification, d'accueillir l'accusation contre une tierce personne, de poursuivre quelqu'un de ses injures, d'être un personnage trop désireux de faire parler de lui et surtout d'avoir dans une enquête officielle fait une déposition mensongère.

Que M. Jules Ferry emploie dans sa correspondance le ton et la modération de M. Etienne Arago incriminé par M. Ossude au même titre que lui et nous publierons sa réclamation comme nous avons publié celle de M. Etienne Arago.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 26 mars.

M. le préfet de la Seine informe le conseil du vote de l'Assemblée nationale qui augmente le droit perçu sur les alcools au profit de l'Etat. Pour Paris, les liqueurs seront imposées non pas comme alcools, mais selon la quantité d'alcool qu'elles contiendront, sauf l'absinthe, qui payera comme alcool pur.

M. le préfet ajoute qu'il a cru devoir exprimer le regret de ce que la municipalité de Paris n'ait pas été consultée sur une question qui pourtant l'intéresse à un si haut degré; il croit avoir répondu aux vœux du conseil en formulant des réserves au sujet des incidents qui pourraient se présenter à l'avenir, et dont on aura à réclamer la solution de l'Assemblée nationale.

M. Jacques est surtout préoccupé de la recrudescence de fraude qui sera le résultat de la nouvelle loi; il demande s'il ne serait pas juste de constituer des négociants qui achètent des liquors introduits en fraude comme complices des contrebandiers.

M. le préfet répond que satisfaction sera donnée prochainement au vœu émis par M. Jacques. Ensuite M. Léon Say invite le conseil à compléter la délibération concernant l'emprunt de 15 millions; c'est après un second examen seulement que cette délibération pourra être soumise au ministre de l'intérieur et à la Chambre.

Le conseil reprend la discussion du budget. Un crédit de 4,500 fr., affecté aux jetons de présence des commissions consultatives, est combattu par M. Lavocat, qui voudrait maintenir le principe de la gratuité des commissions.

MM. Raynal et Hussen demandent le maintien du crédit, vu l'utilité des commissions consultatives.

Le crédit est accordé. M. Christophe présente le rapport de la commission des finances et de celle des écoles sur le projet de consolidation de la dette immobilière et l'affectation de 18 millions à des constructions et réparations d'écoles. Cette dépense est votée en principe, ainsi que la mise en adjudication de dix groupes d'écoles représentatifs 5 millions.

Parmi les autres crédits, on remarque celui qui accorde une indemnité équivalente à un mois d'appentements aux anciens employés de l'état-major de la garde nationale.

La séance est levée à 11 heures.

La dépêche suivante est publiée par le Times :

Paris, le 26 mars.

La protestation que vous avez annoncée comme ayant été faite par le corps diplomatique (au sujet de l'impôt) sur les matières premières) n'a été présentée qu'hier à M. de Rémusat, nulle réception n'ayant eu lieu vendredi. Le ministre aurait répondu que rien n'avait été fait jusqu'à présent, mais que le gouvernement éprouverait de grandes difficultés à se créer d'autres ressources.

Les représentants des nations ayant intérêt au maintien des traités actuels avaient, avant leur entrevue avec le ministre des affaires étrangères, eu entre eux une conférence dans laquelle ils se seraient entendus à l'unanimité sur la marche qu'il leur reste à suivre.

M. Baze. — Le témoin donne sur M. le général Trochu un détail assez piquant. Il l'a entendu en 1866, dans une conversation très animée, défendre chaleureusement le général Bénédict, en disant que plus tard tous les généraux français seraient traités comme lui.

Le général Lebon fait quelques explications sur la nomination de Trochu à Châlons. Il était, lui, partisan du retour par petites étapes de l'armée de Mac-Mahon à Paris.

Le vice-amiral Jurien de la Gravière a offert au général Trochu, de la part de l'impératrice, le ministère de la guerre. Le général refusa, blâmant la direction imprimée aux opérations militaires et trouvant la situation perdue d'avance. Tous les généraux présents à Châlons étaient opposés au retour de l'empereur sous Paris, excepté le général Trochu, qui appelait Châlons un camp de plaisance.

Le vice-amiral raconte alors les tristes événements qui précédèrent le 4 septembre, puis émet à une vive émotion, il s'arrête au milieu des sanglots. Il dit ensuite la fuite de l'impératrice; cette foule, qui se pressait menaçante aux abords de la grille des Tuileries et qu'une compagnie de gardes nationaux avait tant de peine à maintenir; les dernières paroles de l'impératrice : « quelle partait en espérant que le général Trochu, en qui elle mettait toute sa confiance, réussirait à sauver la France. »

Le général Bertaud donne de longs détails sur la conférence de Châlons. Abordant la question stratégique, il démontre que Châlons n'était pas une position tenable. Quant au retour des mobiles à Paris, l'honorable général affirme que c'est une idée dont l'initiative appartient à l'empereur, qui pensa que les mobiles défendraient mieux leurs propres foyers.

Le général Palikau, rappelé sur la demande de M^e Lachaud, raconte longuement sa visite au général Trochu après sa nomination au poste de gouverneur de Paris, son départ à Namur, où il allait assister aux funérailles de son fils; son retour en France, où il se met immédiatement à la disposition du général Trochu, en lui demandant un commandement.

Sur une demande de M^e Allou, le général Mac-Mahon croit que l'empereur ne voulait pas revenir sous Paris, et rien dans sa conversation n'a jamais pu lui faire supposer qu'il ait eu cette idée.

Le général Schmitz fait un long récit de la campagne sous Paris.

Le tableau exact qu'il trace de l'hôtel du gouverneur de Paris, au 4 septembre, véritable halle ouverte à tous venants, excite l'hilarité de l'auditoire.

Le point capital de cette déposition est l'appréciation qu'il donne de la sorte de l'empereur, qui n'a le tort, selon lui, que de venir trop tard.

Il blâme le général Trochu d'avoir résigné son mandat de gouverneur pour ne pas capituler lui-même.

A deux heures, la séance est suspendue pendant une demi-heure.

Haut	Bas	BOURSE DU 28 MARS		Précéd.	Premier	Plus	Dernier	OBLIGATIONS			Précéd.	Dernier	Haut
100	99 1/2	3 0/0	cpt.	55 85	55 95	79	73 85	Départ. de la Seine.			217 70	217 75	
100	99 1/2	4 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	Ville de Paris.			217 70	217 75	
100	99 1/2	5 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	6 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	7 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	8 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	9 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	10 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	11 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	12 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	13 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	14 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	15 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	16 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	17 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	18 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	19 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	20 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	21 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	22 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	23 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	24 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	25 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	26 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	27 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	28 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	29 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	30 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	31 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	32 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	33 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	34 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	35 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	36 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	37 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	38 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	39 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	40 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	41 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	42 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	43 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	44 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	45 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	46 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	47 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	48 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	49 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	50 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	51 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	52 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	53 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	54 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	55 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	56 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	57 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	58 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	59 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	60 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	61 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	62 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	63 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	64 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	65 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	66 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	67 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	68 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	69 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	70 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	71 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	72 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	73 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	74 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	75 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	76 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	77 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	78 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	79 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	80 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	81 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	82 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	83 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	84 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	85 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	86 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	87 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	88 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	89 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	90 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	91 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	92 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	93 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	94 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	95 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	96 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	97 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	98 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	99 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	100 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	101 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	
100	99 1/2	102 0/0	cpt.	55 92 1/2	55 82 1/2	79	73 85	1865.			237 25	237 35	

PAID.—REV. DECEMBER 21 '93; FOR MONITORING, 25

Ayuntamiento de Madrid

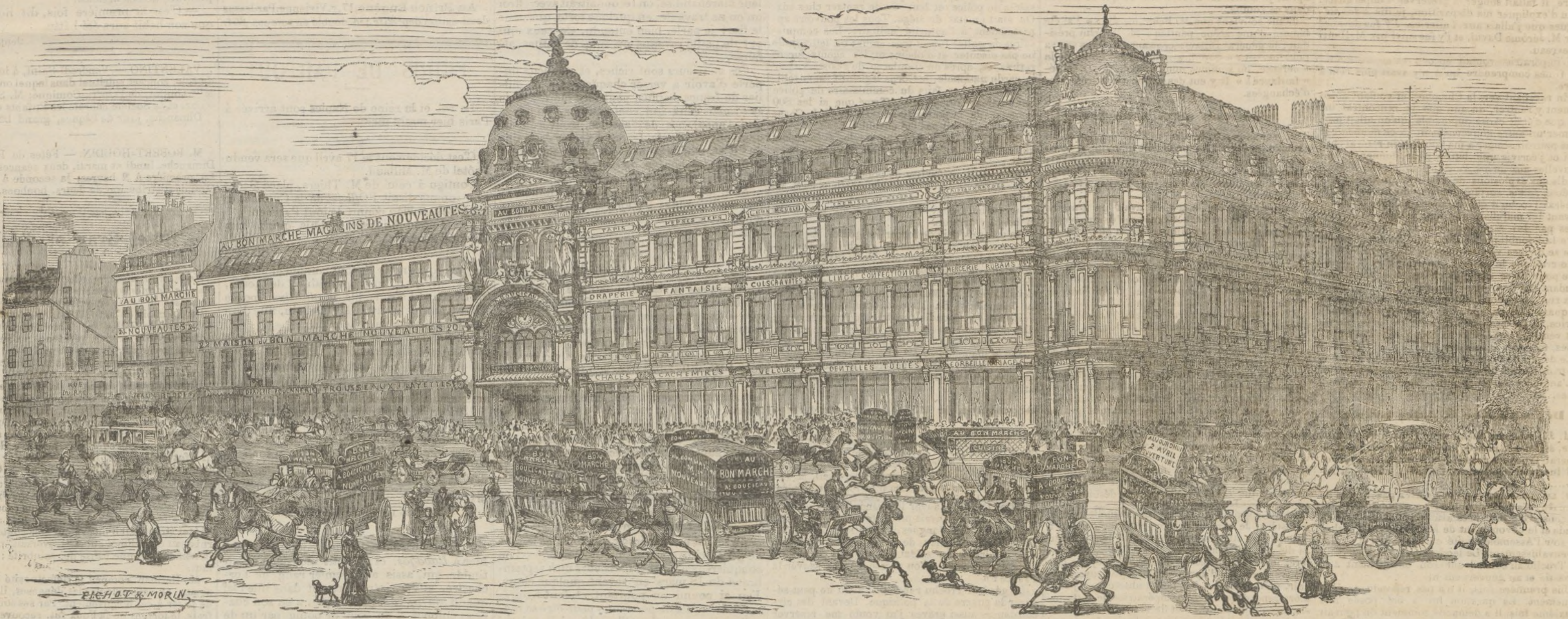
AU BON MARCHÉ

Maison Aristide BOUCICAUT et Fils

MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

AUJOURD'HUI LES PLUS GRANDS DE PARIS

les mieux agencés, les mieux éclairés, du reste, les seuls construits spécialement pour l'usage d'un GRAND COMMERCE DE NOUVEAUTÉS



Mardi de Pâques, 2 Avril, INAUGURATION des nouveaux Magasins

EXPOSITION PUBLIQUE

DES NOUVEAUTÉS DE LA SAISON

GRANDE MISE EN VENTE DE SOLDES et D'OCCASIONS

préparés spécialement pour cette ouverture

NOTA

Pour faciliter les nouvelles installations
nos Magasins resteront fermés
le Lundi de Pâques

NOTA

Pour faciliter les nouvelles installations
nos Magasins resteront fermés
le Lundi de Pâques

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ADjudication, même sur une enchère, en la ch.
des not. de Paris, le mardi 9 avril 1872, d'un
HOTEL, et rue Lapeyrouse, 30, A PARIS
avec écurie pour trois chevaux et remise.
Le second étage a son entrée par la rue Lapeyrouse, ce qui permet de l'habiter isolément.
Contenance : 305 mètres. — Mise à prix : 230,000 fr.
S'adresser pour visiter au concierge, et pour les renseignements à M^e MEGRET, notaire, 45, rue de Richelieu, dépositaire du cahier des charges.

HOTEL WILLAUD
de M^e PÉARD, avoué à Paris, rue du
Quatre-Septembre, 12.
Le mardi 9 avril 1872, à deux heures,
VENTE
D'UN TRES BEL HOTEL

entre cour et jardin, sis à Paris, rue Saint-Georges, 31, près la place Saint-Georges.
Superficie, 1,000 mètres environ.
Jardin planté de beaux et grands arbres.
Mise à prix : 400,000 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^{er} Audit M^e PÉARD, avoué, rue du Quatre-Septembre, 12.
2^e M^e Saurier, notaire, rue de la Chaussée-d'Antin, 65.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

E. LION changeur, rue Lafayette, 60, Paris,
achète les obligations de la Société
Houillière et Métallurgique des Asturies.

ECHEANCE DES COUPONS
d'avril 1872, paiement immédiat sans commission
des coupons Ottomans 1869, Khédives et Morgan, chez M. Langlois, 1, cité Bergère.

SOCIÉTÉ L'ALLIANCE
(Appareils et machines magnéto-électriques).
ACHAT et VENTE DES ACTIONS
Renseignements. S'adresser à M. Desfossez et C^e.
Cours de la Banque et de la Bourse, 31, r. Vivienne.

FONDS AMÉRICAINS
M. S. de NEUVILLE, 6, rue Halévy, à l'honneur
de prévenir les porteurs des obligations 0/0
de 1863, actuellement en voie d'amortissement,
qu'il tient à leur disposition des titres à échéance
plus éloignée et des obligations des États partis-
sants des États-Unis.

LA CAISSE DES PRETS SUR TITRES

8, r. Nve-St-Augustin. Avance sur 1^{re} valeurs cotées.
LA BONNE FOI
Le Directeur de la Société
50, boulevard de Strasbourg, à Paris, fait connaître
que le divid. de la classe 1870 est de 176 fr. 274/100.
Paris, le 27 mars 1872.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

MONITEUR DES FONDS PUBLICS
est envoyé gratis pendant deux mois sur demande
au Directeur, 8, rue Neuve-Saint-Augustin.

LA REVUE FINANCIÈRE (ANNUÉE)
PARAIT TOUS LES MARDIS
Indispensable à tout porteur de titres de Bourse;
donne de suite tous les tirages. Prix : 8 fr. par an à
envoyer au Directeur, 24, rue de Dunkerque, Paris.

INDUSTRIE ET COMMERCE

LUMIÈRE OXYHYDRIQUE
Salubrité. Propreté. Économie.
L'essai concluant du nouvel éclairage, fait du 30
décembre au 25 février sur le boulevard des Ita-
liens, permet à la Société l'Essai du Motay et C^e
d'offrir à forfait à tous les consommateurs, une
VINGT POUR CENT D'ÉCONOMIE.

une lumière égale à celle obtenue actuellement par
le gaz hydrogène carboné seul.
Ladite Société prend à sa charge tous les frais
d'installation quelconques du nouveau procédé.
L'oxygène, qui sera vendu à un prix ne dépassant
pas 1 franc le mètre cube, peut servir aussi à
la fusion rapide des métaux, à la fabrication de
quelques produits chimiques, et surtout à l'assai-
nement des chambres de malades et des hôpitaux.
Les demandes sont reçues, de dix heures à qua-
tre heures, rue Laffitte, n^o 44, et les travaux d'ins-
tallation commenceront dès que les autorités mu-
nicipales auront accordé la canalisation pour le
transport du gaz oxygène à domicile, demandée le
19 janvier 1872.

MAISON GILLET, RESTAURATEUR
PORTE-MAILOT, — BOIS DE BOULOGNE.
Petits et grands salons pour noces nouvellement
restaurés et richement décorés : appartements
meublés, — 27, AVENUE DE NEUILLY.

PAS D'INCENDIES, PAS D'ODEUR

PAS D'EMPOISONNEMENTS
Les ALLUMETTES DE SURETÉ DE
SUEDE, sans soufre ni phosphore, aujourd'hui
si généralement appréciées, ont été introduites et
répandues en France, il y a trois ans déjà, par la
Société des allumettes Landaïses, qui con-
tinue à les offrir au public aux conditions les plus
avantageuses. Ces allumettes ont été perfec-
tionnées et portent maintenant le nom :

ÉTOILE DU NORD

Exiger le nom et l'adresse :
Société des allumettes Landaïses,
50, rue de Saint-Petersbourg, Paris.

TABLE ET PROVISIONS DE BOUCHE

BIÈRE FANTA
Dépôt 30, rue de la Terrasse
Entrepôt à Marseille, chez M. Allemand.

LOCATIONS

TERRAIN L'HIPPODROME (16,000 mètr.
environ),
situé place d'Eylau, près l'avenue Ulrich, à louer
de suite en totalité ou en partie. — S'adresser à
M. ARNAUD fils, rue de Châteaudun, 10.

A LOUER de suite un appartement richement
meublé, composé d'un salon, salle
à manger, deux chambres à coucher, cabi-
net, cuisine, Faubourg St-Denis, 157. S'y adresser.

AVIS DIVERS

ON demande un emploi de secrétaire ou caissier,
ON rétribué 2 ou 3,000 fr. Bonnes références et
cautionnement. Ecrire à M. X... 27, rue Duret.

DORIGNY md.-dentiste, pass. Véro-Dodat, 33
Dents à base de caoutchouc rose.

CINQ FRANCS PAR AN

CABINET DE LECTURE
1, rue Méhul, 1.

3 Salons chauffés et éclairés au gaz
30,000 vol. français et étrangers. Journaux et
Revue française et étrangère. — Cinq fr. par an.

PHOTOGRAPHIE DE POCHE
pour faire soi-même portraits
et paysages sans
laboratoire.

APPAREIL DUBRONI
Appareil
complet, guide
et produits — 40 francs.
Envoi c. remb. DUBRONI, r. Rivoli, 236.

Alimentation des Enfants
et des personnes délicates.
Chocolat-Rebours, Fortifiant
D. p. 148, rue Monmartre.

2 fr. 25 c. et 3 fr. la boîte 1/2 kil.
chez les principales Concessions.

On expédie 4 kil. franco contre mandat

MALADIES DE PEAU

DARTRES, GERCURES,
DÉMANGEAISONS,
Vices par le BAUME vég. du Dr. CALLMANN, 21,
r. St-Denis, Paris, env. 1^{re} Prix 2 fr. et princ. pharm.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

NOUVEAU TRAITEMENT
des maladies contagieuses écoulements récents ou
anciens, ulcères, végétations d'urine et dartres,
reconnu le plus efficace et le plus prompt.
Expériences comparatives faites tout récemment.
Consult. gratuit, de midi à 7 h. et par correspond.
du Dr. PÉCHENET, médecin de la Faculté de Paris,
membre de plusieurs sociétés scientifiques
A Paris, rue COMMINES, 13, (près le cirque d'hiver).

Les sortes dont se compose le Café des
Gourmets sont les plus délicates et les plus
recherchées, le produit des meilleures ré-
coltes des plantations les plus estimées.
Les soins exceptionnels qui président à sa
torréfaction, la garantie qu'il est exempt
de tout mélange de chicorée ou autres
substances indigènes expliquent sa su-
périorité incontestée. Les produits de con-
centration auquel il est soumis en font en
outre un produit éminemment économique.
Une Médaille d'Or a été décernée à l'Exposition Un-
iverselle de Londres 1862. — Deux Médailles à
celle de Paris 1867 en proclamant la su-
périorité du Café des Gourmets, n'ont pu
reste fait que consacrer le sentiment pu-
blic qui l'avait partout hautement reconnu
et apprécié.

Pour se mettre à l'abri des imitations ou
des contrefaçons du Café des Gourmets,
les consommateurs doivent exiger que toutes
les boîtes soient scellées d'une bande
au nom des producteurs, et portant sur
l'étiquette leur signature.

LES CHOCOLATS et les TAPIOCAS
DES GOURMETS ET DE LA COMPAGNIE EUROPÉENNE
provenant de la même Usine, et entourés
de soins aussi recherchés que le Café des
Gourmets, offrent comme lui les plus
sérieuses garanties d'une qualité excep-
tionnelle.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

LES GOUTTES JAPONAISES

calment à
l'instant
le MAL DE DENTS le plus aigu et en empêchant
le retour du déviation de la carie. Pharmacie
CAYLUS, carrefour Odéon, 10, Paris, et les phar.

ASTHME

Maladies de la peau et des cheveux, dartres, etc.

FRÈRES MAHON, de RIVOLI, 30

Maladies de la peau et des cheveux, dartres, etc.

FRÈRES MAHON, de RIVOLI, 30

CAFÉ DES GOURMETS

C'est la fin de ces rares produits pour
lesquels la faveur du public ne s'est ja-
mais démentie, et qui, marqués de premier
ordre, toujours distingués des produits
analogues, ne peuvent venir leur passer et
restent d'une qualité qu'on chercherait
vainement dans leurs imitations.

Les sortes dont se compose le Café des
Gourmets sont les plus délicates et les plus
recherchées, le produit des meilleures ré-
coltes des plantations les plus estimées.
Les soins exceptionnels qui président à sa
torréfaction, la garantie qu'il est exempt
de tout mélange de chicorée ou autres
substances indigènes expliquent sa su-
périorité incontestée. Les produits de con-
centration auquel il est soumis en font en
outre un produit éminemment économique.
Une Médaille d'Or a été décernée à l'Exposition Un-
iverselle de Londres 1862. — Deux Médailles à
celle de Paris 1867 en proclamant la su-
périorité du Café des Gourmets, n'ont pu
reste fait que consacrer le sentiment pu-
blic qui l'avait partout hautement reconnu
et apprécié.

Pour se mettre à l'abri des imitations ou
des contrefaçons du Café des Gourmets,
les consommateurs doivent exiger que toutes
les boîtes soient scellées d'une bande
au nom des producteurs, et portant sur
l'étiquette leur signature.

LES CHOCOLATS et les TAPIOCAS
DES GOURMETS ET DE LA COMPAGNIE EUROPÉENNE
provenant de la même Usine, et entourés
de soins aussi recherchés que le Café des
Gourmets, offrent comme lui les plus
sérieuses garanties d'une qualité excep-
tionnelle.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

Se trouvent dans toutes les bonnes Maisons d'Épicerie, de Confection et de Comestibles.

PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 28 MARS 1872

OPÉRA. — 8 h. 0/0
RELACHE
Réouverture lundi 4^{re} avril

THÉÂTRE-FRANÇAIS. — 9 h. 0/0
RELACHE
Réouverture dimanche 31 mars

THÉÂTRE-ITALIEN. — 8 h. 0/0
CONCERT SPIRITUEL
avec l'orchestre et les chœurs
Avec le concours de M^{mes} Penco,
Albani, Trebelli, Ramirez, Rubin,
MM. Gardoni, Guidotti, Delli,
Sedie, Meun, Caserini, Ubaldi,
Mercuriali, Vairo.

OPÉRA-COMIQUE.

— 8 h. 0/0
RELACHE
Réouverture dimanche 31 mars

THÉÂTRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0
RELACHE
Réouverture dimanche 31 mars

ODÉON. — 8 h. 0/0
RELACHE
Dimanche 31 mars, reprise de

RUJ-BLANS
dr. en 5 a., en vers, de Victor Hugo

VAUDEVILLE. — 8 h. 0/0
RELACHE

GYMNASÉ.

— 7 h. 3/4
LE PORTE-CIGARES
c. 1 a., Paris, 1869

PARIS CHEZ LUI EN 1869
com. 5 a., Gondouin

Yan-Lop
Changinac
Proudeau
Filiat
De Maurens
Stiene Bridge
Joseph
De Palisimo
De Saint-Frisque
Don Agardiente
Lord Hawkins
Tobchi-Bey
Lady Hawkins M^{me} Pierson
Sabine de Maurens M^{me} Blassin
Aventurin
Le prince Tobisko
Delia
Juliette
Aracide de Bialout
Proudeau
Marion
Jeanne
Spétière
Thémiscle
Blaisine

VARIÉTÉS.

— 7 h. 0/0
LE VENGEUR
op.-b. 1 a., Naitter et Beaumont,
mus. de Legoux.

FLÉUR DE TYROL
c. 1 a., Th. Basset

LES FINESSSES DE CARMEN
v. 1 a., J. Renard

LA REVUE EN VILLE
t. en 3 a., Clairville, Strandin,
Koning

TRICOCHE ET CACOLET
v. 1 a., M. Melbae, L. Balley

TRICOCHE
v. 1 a., M. Melbae, L. Balley

TRICOCHE
v. 1 a., M. Melbae, L. Balley

TRICOCHE
v. 1 a., M. Melbae, L. Balley

TRICOCHE
v. 1 a., M. Melbae, L. Balley

MADAME ATTEND MONSIEUR

c. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

MONSIEUR
v. 1 a., Melbae et L. Balley

CHATELET.

— 7 h. 1/4
DANIEL MARIN

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

DANIEL MARIN
dr. 5 a., 4 t., Dharmon, De Lorbae

AMBIGU-COMIQUE.

— 8 h. 0/0
RELACHE
pour répétitions générales de

LE PORTIER DU N^o 15

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 0/0
RELACHE
pour les répétitions de la

TIMBALE D'ARGENT

FOLIES-DRAMATIQUES. — 7 h. 1/2
DANS LE MOUVEMENT

LES CHEVALIERS
DR LA TABLE RONDE

LES CHEVALIERS
DR LA TABLE RONDE

LES CHEVALIERS
DR LA TABLE RONDE

LES CHEVALIERS
DR LA TABLE RONDE

GAITÉ.

— 7 h. 0/0
LE ROI CAROTTE

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

LE ROI CAROTTE
op.-b., 1 a., 4 t., 33 tabl

CHATEAU-D'EAU.

— 8 h. 0/0
LE MYSTÈRE

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado

LE MYSTÈRE
c. 1 a., de M. Gado